

Vers un coup d'état en Palestine ?

samedi 7 octobre 2006, par [GRESH Alain](#) (Date de rédaction antérieure : 27 septembre 2006).

La question peut sembler saugrenue... Pourtant, il apparaît clairement qu'il existe une volonté commune des gouvernements israélien, américain, d'une partie des gouvernements européens et des gouvernements arabes dits modérés, et d'une fraction même du Fatah de renverser le gouvernement à majorité Hamas.

Contacts entre Riyad et Tel-Aviv ? Bien que démentis par les deux parties, une éventuelle rencontre entre des responsables saoudiens et israéliens fait l'objet de nombreuses spéculations dans la presse. Patrick Saint-Paul écrit, dans un article du Figaro du 26 septembre, intitulé « Israël aurait pris langue avec l'Arabie saoudite » : « *Dans une interview au Yedioth Ahronoth, la semaine dernière, Olmert saluait « la sagesse et le sens des responsabilités » du roi Abdallah. Prié de dire s'il avait des contacts secrets avec Riyad, il avait déclaré « ne pas avoir à répondre à une telle question ». Olmert s'est aussi dit impressionné par la position « mesurée » de l'Arabie saoudite dans le conflit, qui a opposé Israël et au Hezbollah. Et les premiers contacts entre officiels des deux pays auraient eu lieu après le début du conflit, indiquent les médias.* »

Rappelons que, dans un premier temps, le royaume saoudien avait critiqué l'opération menée par le Hezbollah le 12 juillet. Dans un éditorial du 26 septembre, le quotidien Haaretz notait que Olmert avait déclaré qu'il « *était impressionné par les différents pas et déclarations faits par les Saoudiens, en public et aussi autrement, et par la sagesse et le sens de responsabilité du roi Abdallah.* » Pour le quotidien israélien, le Premier ministre, en parlant de pas positifs, fait référence à « l'importante initiative saoudienne du début 2002. Cette initiative a été à l'origine de la résolution de la Ligue arabe de mars 2002 qui offrait à Israël une normalisation des relations avec les membres de la Ligue en échange d'un retour d'Israël aux frontières de 1967 et une solution négociée et juste du problème des réfugiés palestiniens sur la base de la résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations unies. Israël avait alors choisi d'ignorer cette importante initiative. » Mais l'attitude de Olmert a-t-elle vraiment changé alors qu'il vient de réaffirmer qu'Israël ne rendrait pas le Golan syrien, comme le note une dépêche de l'AFP du 26 septembre : « *Tant que j'occuperai les fonctions de Premier ministre, le plateau du Golan demeurera entre nos mains car il est partie intégrante de l'Etat d'Israël.* »

Pacifistes de droite aux Etats-Unis. La publication d'articles sur un rapport des services de renseignement (16 services concernés !) indiquant que la guerre en Irak avait suscité une nouvelle génération de « terroristes » a contraint le président Bush à ordonner la publication du texte incriminé (lire « Le président Bush rend public une partie du rapport sur les »tendances du terrorisme mondial", Le Monde, 27 septembre. Voir le texte en anglais du rapport). (On pourra aussi lire l'éditorial du 27 septembre du New York Times) « The fine art of declassification » (l'art subtil de la déclassification). Ce nouvel épisode, à quelques semaines des élections de la mi-mandat pour le Congrès, indique l'ampleur de l'opposition aux Etats-Unis à la guerre en Irak. Une partie de celle-ci est composée de responsables de droite, comme le montre l'article « Pacifistes de droite aux Etats-Unis », de Jeremy Brecher et Brendan Smith, publié dans Le Monde diplomatique d'octobre (dans les kiosques le 29 septembre)

Vers un coup d'Etat en Palestine ?

La question peut sembler saugrenue. Après tout, il n'existe pas d'Etat palestinien. Pourtant, il apparaît clairement qu'il existe une volonté commune du gouvernement israélien, du gouvernement américain, d'une partie des gouvernements européens et des gouvernements arabes dits modérés, et d'une fraction même du Fatah de renverser le gouvernement issu des élections législatives de janvier 2005, qui ont donné une majorité au Hamas.

On a pu ainsi entendre ces étranges propos du porte-parole du Fatah au Conseil législatif, Jamal Al-Tirawi affirmant que « *nous allons renverser le gouvernement du Hamas. Nous sommes maintenant la majorité.* » Ce que le porte-parole du Fatah ne précise pas c'est que cette majorité n'est rendue possible que par l'arrestation par l'armée israélienne de nombreux députés du Hamas. Cette déclaration, jointe à la grève de fonctionnaires (déclenchée par des syndicats proches du Fatah) qui réclament le paiement de leur salaire (rendu difficile par le boycottage de la « communauté internationale » et le refus d'Israël de payer les droits de douane de 50 millions de dollars mensuels dus à l'Autorité palestinienne), est caractéristique du climat. Les milices du Fatah n'ont d'ailleurs pas hésité, à plusieurs reprises, à imposer aux commerçants palestiniens des grèves de protestation contre le gouvernement palestinien.

Ces grèves ne sont pas seulement manipulées. Elles s'appuient sur un vrai mécontentement du au blocus imposé par la communauté internationale contre le peuple palestinien. Tous les rapports confirment la détérioration sans précédent de la situation matérielle des Palestiniens. Un nouveau rapport de l'envoyé spécial des Nations unies pour les territoires occupés, Special John Dugard, rendu public le 26 septembre, a noté que l'action israélienne à Gaza relevait du « nettoyage ethnique » et que la vie des Palestiniens était devenue « tragique et intolérable ». Il a aussi accusé Israël et les pays occidentaux de la détérioration de la situation.

Si le Fatah peut profiter de ce contexte, ce n'est que très relativement. La journaliste Amira Hass dans un article d'aujourd'hui de Haaretz intitulé « Missing the government of thieves » (Quand le gouvernement des voleurs est regretté) notait les slogans des manifestants grévistes palestiniens : « *Non à Ismail, non à Haniyeh, nous voulons le retour du gouvernement des voleurs.* » (rappelons qu'Ismail Haniyeh est le premier ministre palestinien, issu du Hamas). Et Amira Hass résume le sentiment d'une partie de la population : « *Le gouvernement du Hamas est peut-être propre, mais les voleurs du Fatah valent mieux. Après tout, quand le Fatah était au pouvoir, nous étions payés.* » Et la journaliste d'expliquer que le Fatah, « *qui a du mal à digérer son écartement du pouvoir, s'appuie sur logique des demandes internationales et agit de manière à renverser un gouvernement élu* ».

Malgré cette situation, un sondage publié le 26 septembre indique un maintien de la côte de popularité du Hamas. Selon les résultats, 42% des Palestiniens sont satisfaits de l'action du gouvernement et 54% insatisfaits. Les gens disposés à voter pour le Hamas représentent toujours 38% (même pourcentage qu'il y a trois mois), alors que la popularité du Fatah n'a que légèrement augmenté à 41%. Si la côte de popularité de Mahmoud Abbas atteint 55%, en cas de nouvelle élection présidentielle, seulement 31% des électeurs voteraient pour lui, contre 24% pour Haniyeh et 13% pour Marwan Barghouti, le dirigeant du Fatah emprisonné par les Israéliens. (Notons que selon ce sondage, 56% des Israéliens sont favorables à des négociations avec un gouvernement palestinien dirigé par le Hamas).

Rappelons un peu la chronologie des événements. A la fin juin, le Fatah et le Hamas se mettent d'accord sur le fameux « document des prisonniers », élaboré par des prisonniers politiques de toutes les tendances politiques (le Djihad islamique émet certaines réserves). Il contient trois

principes : acceptation de la création d'un Etat palestinien sur les territoires occupés en 1967 (et donc reconnaissance de facto d'Israël) ; limitation des actions armées aux territoires occupés ; Mahmoud Abbas serait chargé de mener les négociations de paix avec Israël (notons que selon les accords d'Oslo c'est l'OLP et non l'Autorité palestinienne qui est chargée des négociations avec Israël). L'enlèvement du soldat israélien le 25 juin entraîne une offensive générale israélienne et les négociations entre le Hamas et le Fatah sur la création d'un gouvernement d'union nationale sont suspendues.

Elles reprennent et semblent aboutir au début septembre à un accord, le gouvernement d'union nationale étant dirigé par le Hamas. A la veille de son départ à New York, le président Abbas suspend les négociations. Il rencontre le président Bush et, à la suite de cette entrevue, il intervient à l'Assemblée générale en affirmant que tout gouvernement palestinien sera tenu par les lettres de reconnaissance mutuelle entre Arafat et Rabin, du 9 septembre 1993 (échangée à la veille de la signature des accords d'Oslo). Rappelons que, dans ces lettres, l'OLP reconnaît l'Etat d'Israël alors qu'Israël se borne à reconnaître l'OLP comme représentant des Palestiniens.

Cette demande de Mahmoud Abbas de reconnaissance explicite d'Israël par le futur gouvernement, y compris donc par le Hamas, est totalement irréaliste en ce moment. Le Hamas ne peut y consentir pour deux raisons : pour des raisons internes d'abord, un changement aussi profond de son programme ne pouvant aboutir qu'à l'éclatement du mouvement ; mais surtout parce qu'une telle reconnaissance serait prise sans aucune contrepartie sérieuse d'Israël.

Le journaliste israélien Dany Rubinstein, dans le quotidien Haaretz, posait la question « Why recognize Israel ? » (Pourquoi reconnaître Israël ?). Il rappelait que l'OLP, qui a reconnu Israël, n'a rien gagné à la suite de ce geste. D'ailleurs, tous les sondages montrent que l'opinion palestinienne ne demande pas au Hamas de faire cette concession. Compte tenu de l'ampleur de la colonisation qui n'a arrêté à aucun moment depuis 1973, Dany Rubinstein note que « *le message israélien est devenu sans équivoque : vous, Palestiniens, n'avez aucune chance. Vous avez reconnu Israël et ce que vous avez reçu en échange est la liquidation de tous vos espoirs nationaux. Pourquoi faudrait-il que le Hamas répète cette même reconnaissance d'Israël pour dont nous avons déjà vu les résultats ?* »

Pour l'instant, la direction du Fatah n'est pas unie. Mahmoud Abbas lui-même est hésitant. Il est soumis à une multitude de pressions : internes (de nombreux cadres du Fatah sont hostiles à l'accord et ne veulent aucun partage du pouvoir). Mais les pressions des gouvernements étrangers ne sont pas moins fortes : Israël et les Etats-Unis ne veulent pas du Hamas ; les Etats arabes modérés encore moins (un gouvernement d'union nationale avec les islamistes risque de donner des idées chez eux) ; une partie des gouvernements européens (mais, globalement, l'Union est plutôt neutre)... Si le gouvernement issu des élections de janvier devait tomber dans ces conditions, la leçon envoyée aux peuples de la région serait « claire » : vous avez le droit de voter, à condition de voter comme l'entendent les Etats-Unis, Israël et les pays arabes « modérés »... On ne s'étonnera pas après que les discours les plus extrémistes de rejet de « la démocratie occidentale » trouvent au Proche-Orient une oreille plus attentive...

P.-S.

* Article publié originellement le 27 septembre 2006 sur le blog d'Alain Gresh,
www.blog.mondiplo.net